



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 SEPTEMBRE 1899.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi e jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes en date du neuvième jour de janvier 1866, pour l'Île aux Allumettes, comté de Pontiac, et de nommer par commission en date du 14 septembre 1899. MM. David Rochon, James Hennessy, Polydore Desjardins, James Coghlan, Joseph Blais et Thomas Fitzpatrick, commissaires de la dite cour.

3277

#### Proclamation

Canada  
Province de  
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi. etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatif de la Province de Québec, et à Nos Membres élu

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd SEPTEMBER, 1899.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2126

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission of the summary trial of small causes, dated the ninth day of January, 1866, for Allumettes Island, county of Pontiac, and to appoint by commission dated the 14th of September, 1899, Messrs. David Rochon, James Hennessy, Polydore Desjardins, James Coghlan, Joseph Blais et Thomas Fitzpatrick, commissioners of the said court.

3278

#### Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Mem-

pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

**A**T TENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le SEPTIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme le droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2315

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-huitième jour de septembre courant, incorporant Edmund Guerin, avocat ; Edward Cavanagh, marchand ; Terence Francis Moore, marchand ; Jules d'Estimauville Clément, comptable, et Napoléon George Valiquette, marchand, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté, dans les buts suivants, à savoir :

Manufacturer, acheter et vendre des médecines patentées et autres compositions médicales ;

Commencer et faire les affaires en général de médecines patentées et de leurs propres médecines ;

Acquérir par achat, loyer, par paiement de royauté ou par d'autres moyens reconnus par la loi toutes médecines patentées ou leurs propres médecines ;

Acheter, louer, acquérir, vendre, hypothéquer des immeubles dans les buts des affaires de la dite corporation.

Placer les argents de la dite corporation aux conditions des réglemens de la dite corporation, qui seront faits à l'avenir par la dite corporation ;

bers elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by those presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec.

2816

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing dated the eighteenth day of September instant, incorporating Edmund Guerin, advocate ; Edward Cavanagh, merchant ; Terence Francis Moore, merchant ; Jules d'Estimauville Clément, accountant, and Napoléon George Valiquette, merchant, all of the city and district of Montreal, and all of whom are residents of Canada, and subjects of Her Majesty, for the following purposes, viz :

To manufacture, purchase and sell patent medicines and other medical compounds ;

To trade and deal generally in proprietary and patent medicines ;

To acquire by purchase, lease, by payment of royalty or by other methods recognized by law all patent and proprietary medicine ;

To purchase, lease, acquire, sell and mortgage real estate for the purpose of the business of the said corporation ;

To invest the monies of the said corporation according to the terms of the by-laws of the said corporation, which may be hereinafter made by the said corporation ;

Acheter, louer, acquérir, utiliser, vendre toutes patentes d'invention, droits de patente et améliorations et en faire le commerce, marques de commerce et noms de commerce capables d'être employés pour les fins de la compagnie et y ayant rapport, applicables et en rapport aux médecines patentées et leurs propres médecines, et leur usage et application ;

Donner des licences en vertu de telles patentes et de vendre, transporter, céder et louer des droits en vertu d'icelles et de recevoir en paiement d'icelles des royautés, actions de fonds social, bons ou autres garanties d'autres corporations ayant des objets tout-à-fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Acquérir des actions, débiteures et garanties d'autres compagnies semblables en considération pour effets, articles et marchandises ou autres choses vendues à telles compagnies semblables dans le cours ordinaire des affaires, ou pour services rendus à telles autres compagnies ;

Emettre à aucune personne des actions payées non saisissables du fonds social de la dite compagnie en paiement ou en échange ou en considération du transport à la compagnie d'aucun meuble ou immeuble, ou aucune patente d'invention ou aucuns droits d'icelles ou pour aucune réclamation, aucun intérêt ou aucun paiement pour les services ou les intérêts d'aucun directeur ou employé de la compagnie, sous le nom de "The French Medical Company," avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000) divisé en cinq cents (500) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-tième jour de septembre 1899.

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

3295

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quatorzième jour de septembre courant incorporant Erastus C. Landon, manufacturier, John F. Risley, marchand, tous deux de la cité de Montréal, Peter N. Tait, de Mille Roches, dans la province d'Ontario, marchand ; John F. Glegg, marchand ; Thomas Chambers, employé de Douane, et Matthew Pollock Cochrane, comptable, les trois derniers étant de la dite cité de Montréal, dans le but de faire les affaires d'importateurs, marchands en gros et en détail, et manufacturiers de toutes sortes de plaques sèches de photographie, papiers, cartons, produits chimiques, appareils et articles de photographie en général, articles pour amusements et de fantaisie en général, aussi comme marchands et manufacturiers en général, agir comme agents d'icelle et d'autres personnes faisant le même genre d'affaires. Acheter et acquérir la clientèle et l'actif en tout ou en partie de "The Montreal Dry Plate Company," société commerciale faisant affaires dans la dite cité de Montréal, sous le nom de "Montreal Dry Plate Company," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000), divisé en deux mille actions de dix piastres (\$10,000), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-huitième jour de septembre 1899.

3275

JOS. BOIVIN,  
A. s. s. -secrétaire-provincial.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6788.

To purchase, lease, acquire, apply, work, sell and deal in all patents of invention, patents rights and improvements thereon, trade marks and trade names capable of being used for the purposes of the company and relating, applicable to and affecting patent and proprietary medicines, and their use and application ;

To license under such patents and to sell, transfer, assign and lease rights under the same and to receive in payment thereof royalties, shares of the capital stock, bonds or other securities of other corporations having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To acquire shares, debentures and securities of other similar companies as the consideration for goods, ware and merchandise or other things sold to such similar companies in the ordinary course of business, or for services rendered to such other companies ;

To issue to any persons paid-up unassessable shares in the capital stock of the said company in payment or in exchange for or in consideration of the transfer to the company of any real or personal property or any patents of invention or any rights thereunder or for any claims, any interest or any payment for the services or the interest of any director or employee of the company, by the name of "The French Medical Company", with a total capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000), divided into five hundred (500) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twentieth day of September, 1899.

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial Secretary.

3296

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September instant, incorporating Erastus C. Landon, manufacturer, John F. Risley, merchant, both of the city of Montreal, Peter N. Tait, of Mille Roches, in the province of Ontario, merchant, and John F. Glegg, merchant ; Thomas Chambers, customs employee, and Matthew Pollock Cochrane, accountant, the last three being of the said city of Montreal, for the purpose of doing business as importers, wholesale and retail merchants and manufacturers of all kinds of photographic dry plates, papers, mounts, chemicals apparatus and photographic goods generally and in general sporting and fancy goods and as general merchants and manufacturers, of acting as the agents of the same and others doing the same or analogous business. To purchase and acquire the business and assets in whole or in part of the Montreal Dry Plate Company, a commercial firm doing business in said city of Montreal, by the name of "Montreal Dry Plate Company," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two thousand shares of ten dollars (\$10.00), each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eighteenth day of September, 1899.

3276

JOS. BOIVIN,  
Assistant Provincial Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6788.

*Thorne.*  
Lot 11, du 2me rang, à William I. Hodgins.  
E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 20 septembre 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Watford.*  
Lot 4, du 5e rang N. E., à Jos. Alph. Cholley.  
*Canton Chapais.*  
2e rang.

Lot 20, à Sélimé Déry.  
Lot 21, à Auguste Déry.  
3e rang.

Lot 21, à Jos. Déry.  
Lot 52, à Jos. Dion.  
Lot 53, à Ligori Gagnon.  
Lot 54, à Clovis Roy.  
Lot 55, à Jérôme Miville.

*Canton Roberval.*  
7e rang.  
Lot 1, à Benjamin Tremblay.  
Lots 2 et 3, à Théod. Tremblay.  
Lots 4 et 5, à Michel Tremblay.  
*Canton Metgermette N.*  
2e rang.

Lot 48, à Dame Cordelia Mackay.  
Lot 49, à J. M. Mackay.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Québec, 23 septembre 1899.

3293

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 30 août 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Eugène Charles Bastien, écrivain, notaire public, du village de Vaudreuil, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Frs de Sales Bastien, en son vivant notaire public, de la paroisse de Vaudreuil, dit district, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.  
3111-4

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS  
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres usines que

*Thorne.*  
Lot 11, in the 2nd range, to William I. Hodgins.  
E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 20th September, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township Watford.*  
Lot 4, of 9th range N. E., to Jos. Alph. Cholley.  
*Township Chapais.*  
2nd range.

Lot 20, to Sélimé Déry.  
Lot 21, to Auguste Déry.  
3rd range.

Lot 21, to Jos. Déry.  
Lot 52, to Jos. Dion.  
Lot 53, to Ligori Gagnon.  
Lot 54, to Clovis Roy.  
Lot 55, to Jérôme Miville.

*Township Roberval.*  
7th range.  
Lot 1, to Benjamin Tremblay.  
Lots 2 and 3, to Théod. Tremblay.  
Lots 4 and 5, to Michel Tremblay.  
*Township Metgermette N.*  
2nd range.

Lot 48, to Dame Cordelia Mackay.  
Lot 49, to J. M. Mackay.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 23rd September, 1899.

3294

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 30th August, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Eugène Charles Bastien, esquire, notary public, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Frs de Sales Bastien, in his lifetime, notary public, of the parish of Vaudreuil, said district, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial secretary.  
3112

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of

celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais ou dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal; la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la présente.

4.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

50.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents

any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar right or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant

piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réajustement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2122

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Toute personne demandant un bill privé lui conféré un quelconque privilège ou profit exclusif, ou cherchant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas révisés conformément à cette règle, seront revêtus par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

Greffier de l'Assemblée Législative.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, and positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets;

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly

## Demande à la Législature

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie qui sera connue sous le nom de "La Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe," avec pouvoir de construire, équiper et mettre en opération un chemin de fer électrique dans les limites de la cité de Saint-Hyacinthe, les paroisses de Saint-Hyacinthe, "Notre-Dame," Saint-Thomas d'Aquin, La Présentation, Saint-Denis, Saint-Charles et la municipalité de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le comté Hyacinthe; les paroisses de Saint-Dominique, dans le comté de Bagot, Saint-Valérien de Milton, Sainte-Pudentienne de Roxton jusqu'au village de Roxton Falls, avec en outre le pouvoir de construire et maintenir des ponts sur la rivière Yamaska et autres rivières et cours d'eau se trouvant sur le parcours ci-dessus, avec lignes pour téléphone et télégraphe et autres droits, privilèges et pouvoirs nécessaires pour les fins ci-dessus mentionnées.

M. E. BERNIER,

Pour les requérants.

Saint-Hyacinthe, 12 septembre 1899. 3229-2

## Avis Divers

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Bunker Hill Gold Mining Company Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'explorer, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer, vendre et faire le commerce de l'or, argent, cuivre, galène, fer et autres minéraux, métaux et substances minérales, leurs composés et produits; acquérir, acheter, louer et posséder partout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et intérêts dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, appareils, machines, droits de patente, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles à leurs affaires ou en rapport avec icelles, de vendre et louer aucune partie d'iceux ou en disposer autrement; de faire les affaires de mine dans toutes ses branches, acquérir, construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux d'irrigation, travaux électriques, tramways, lignes de téléphone et de télégraphe, et de vendre et louer les pouvoirs d'eau ou électrique, instruments ou service de téléphone et de télégraphe, y compris manufacture et vente de lumière et chaleur artificielles, ou en disposer autrement; de faire des affaires comme commerçants, d'acheter et vendre des effets, articles et marchandises; d'acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, hôtels et maisons de pension et aussi de les vendre, louer à volonté ou en disposer autrement.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$2,000,000.00; le nombre d'actions sera de deux millions, et le montant de chaque action sera de \$1.00,

## Application to the Legislature

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the incorporation of a company which will be known as "The Saint Hyacinthe Electric Railway Company," with power to built, equip and operate an electric railway, in the limits of the city of Saint Hyacinthe, of the parishes of Saint Hyacinthe "Notre Dame," Saint-Thomas d'Aquin, La Présentation, Saint-Denis, Saint-Charles and the municipality of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, in the county of Saint Hyacinthe; the parishes of Saint Dominique, in the county of Bagot, and Saint Valérien de Milton, Sainte Pudentienne de Roxton to the village of Roxton Falls, with the power to built and maintain bridges across the river Yamaska and other rivers and water courses in the above limits, with telephone and telegraph lines and other rights, privileges and powers necessary for the above purposes.

M. E. BERNIER,

For the applicants.

Saint Hyacinthe, 12th September, 1899. 3230

## Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be the Bunker Hill Gold Mining Company Limited.

2. The objects for which incorporation is sought are, to explore for, mine, smelt, reduce, treat, manufacture, sell and deal in, gold, silver, copper, galena, iron and all other ores, metals and mineral substances, their compounds and products; to acquire, purchase, lease and hold by any legal title, all such lands, mining rights, timber limits, real and movable property and rights, water powers, and interests in water powers, buildings, improvements, plant, machinery, patent rights, royalties, and other things as may be necessary or useful in or in connection with their business, and the same or any part thereof to sell, lease, or otherwise dispose of; to carry on the business of mining in all its branches, to acquire, construct and operate all useful works, improvements and inventions, including mills, water works, irrigating works, electrical works, tramways, telephone and telegraph lines, and to sell, lease, or otherwise dispose of water or electrical power, telephonic and telegraphic instruments or services, including the manufacture and sale of artificial light and heat; to do business as traders, to buy and sell goods, wares and merchandise; to acquire, build and operate shops, stores, hotels, and boarding houses, and the same at will, to sell, lease or otherwise dispose of.

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Sherbrooke, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$2,000,000.00; the number of shares is to be two millions, and the amount of each share \$1.00.

6° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont comme suit :

L'honorable Matthew H. Cochrane, sénateur du Canada, de Hillhurst P. Q. ; Frank Thompson, banquier, et Cyrus A. French, marchand en gros, tous deux de la cité de Sherbrooke ; William W. Bailey, entrepreneur, et R. H. Pope, éc., membre du parlement, tous deux de Cookshire, dans la dite province.

7° Les dits requérants seront tous les premiers directeurs de la compagnie, tous sont sujets anglais.

**BROWN & MACDONALD,**

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, P. Q., 15 septembre 1899.

3267

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, afin d'incorporer les requérants et tels autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ci-dessous mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Lay Whip Company."

2° Les objets, en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'avoir le droit :

(a) De manufacturer et faire le commerce de fouets, mèches de fouet, viroles de voiture, (carriage washers), manches de fouet et articles en général en rapport à la manufacture de fouets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Rock Island, dans le comté de Stanstead et province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de quarante mille piastres (\$40,000 00)

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents (400), de cent piastres chacune.

6° Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Edwin Ralph Lay, de la ville de Westfield, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, manufacturier ; Thomas James Norris, du village de Rock Island, dans le comté de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec, manufacturier ; Henry Tomkins, du village de Beebe Plain, dans le comté de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec ; Edward Franklin Lay, de Westfield, dans le susdit état de Massachusetts et Andrew Thayer Chapin, du dit village de Rock Island, comté de Stanstead et province de Québec.

7° Edwin Ralph Lay, de la ville de Westfield, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, manufacturier ; Thomas James Norris, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François et province de Québec, manufacturier, et Henry Tomkins, du village de Beebe Plain, dans le comté de Stanstead, district de Saint-François et province de Québec, commis-voyageur, seront les principaux directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

**M. F. HACKETT,**

Solliciteur des requérants.

Stanstead, 13 septembre 1899.

3263

Avis est par les présentés donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom corporatif de la compagnie sera

6. The names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows :

The Honorable Matthew H. Cochrane, a senator of Canada, of Hillhurst, P. Q., Frank Thompson, banker, and Cyrus A. French, wholesale merchant, both of the city of Sherbrooke, William W. Bailey, contractor, and R. H. Pope, esq., member of Parliament, both of Cookshire, in the said province.

7. The said applicants who are all British subjects, are to be the first directors of the company.

**BROWN & MACDONALD,**

Attorneys for applicants.

Sherbrooke, P. Q., 15th September, 1899.

3268

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies' Incorporating Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "The Lay Whip Company."

2. The purposes within the purview of the act for which incorporation is sought, are to have the right:

(a) To manufacture and deal in whips, lashes, carriage washers, whip stocks and articles generally pertaining to whip manufacture.

3. The chief place of business of the said company is to be in the village of Rock Island, in the county of Stanstead and province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock is forty thousand dollars (\$40,000.00).

5. The number of shares will be four hundred (400), of one hundred dollars each.

6. The names, professions and residences of applicants are as follows: Edwin Ralph Lay, of the town of Westfield, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, manufacturer; Thomas James Norris, of the village of Rock Island, in the county of Stanstead, district of Saint Francis and province of Québec, manufacturer; Henry Tomkins, of the village of Beebe Plain, in the county of Stanstead, district of Saint Francis and province of Québec; Edward Franklin Lay, of Westfield, in the state of Massachusetts aforesaid, and Andrew Thayer Chapin, of the said village of Rock Island and county of Stanstead and province of Québec.

7. Edwin Ralph Lay, of the town of Westfield, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, manufacturer; Thomas James Norris, of the village of Rock Island, in the district of Saint Francis and province of Québec, manufacturer; and Henry Tomkins, of the village of Beebe Plain, in the county of Stanstead, district of Saint Francis and province of Québec, commercial traveller, are to be the first and provisional directors of the said company.

**M. F. HACKETT,**

Solicitor for applicants.

Stanstead, 13th September, 1899.

3264

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette", application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to

" la Compagnie de Savonnerie Franco-Canadienne ".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) d'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements, biens fonciers, constructions, étables et maisons qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour la fabrication de tous savons, parfumeries, huiles essentielles, extraits, poudres, fards, eaux de toilette, cosmétiques, etc., etc., et convertissement de toutes matières résidus et autres, ressortant de la fabrication ci-dessus énoncée, telles matières et résidus devant être convertis en produits commerciaux.

(b) d'emprunter sur bons, ou autrement, d'hypothéquer, aliéner, ou autrement, disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

(c) d'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille dollars (\$15,000.00).

5o Le nombre d'actions sera de trois cents (300), de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

6o Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Alexis Robert, pharmacien ; Joseph Henri Ostigny, comptable ; Aldéric Lemaire, comptable ; William Renaud, comptable, et Aquila Cheval, pharmacien, tous de la cité et du district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents au Canada, et sujets de Sa Majesté.

DEMERS & DELORIMIER,

Procureurs des dits requérants.

Montréal, 20 septembre 1899. 3297

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en Conseil, pour obtenir une charte en vertu de la Loi Corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom corporatif de la compagnie sera : " La Compagnie des Champs de Course de la Côte St-Luc, (limitée) ".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

D'avoir le pouvoir :

(a) d'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements, biens fonciers, constructions, étables et maisons qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, dans un but de récréation, de délassement et d'exercice athlétique pour le corps, et d'amélioration des races de chevaux et de bestiaux.

(b) de construire et d'entretenir sur ces propriétés des pistes, ronds de course ou hippodromes, des gymnasses pour l'exercice et l'entraînement des athlètes, des bicyclistes, des chevaux, etc., et pour y donner des concours ou courses athlétiques, à pieds ou en bicycles ; aussi des concours ou courses, ou autres expositions, de chevaux et de bestiaux.

be the " Franco-Canadian Soap Manufacturing Company ".

2. The objects for which incorporation is sought for, are :

(a) to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements, real estate, buildings, stables and houses that may be deemed proper, situate and being in the province of Quebec, for the purpose of fabricating and manufacturing all soaps, perfumery, essential oils, extracts, powders, toilet waters, cosmetics, &c., &c., and converting all the residues thereof, in commercial products.

(b) to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate, or otherwise dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

(c) to exercise all the powers given by the Joint Stock Companies' Act, and its amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

5. The number of shares will be three hundred (300), of fifty dollars (\$50.00) each.

6. The names, professions and residences of applicants are as follows : Alexis Robert, druggist ; Joseph Henri Ostigny, accountant ; Aldéric Lemaire, accountant ; William Renaud, accountant, and Aquila Cheval, druggist, all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company. All residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

DEMERS & DELORIMIER,

Solicitors for said applicants.

Montréal, 20th September, 1899. 3298

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the " Quebec Official Gazette " application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the Applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company as a body politic and corporate, under the name and for the purposes herein after mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : " The Cote St-Luke Driving Park Company, (limited) ".

2. The objects for which incorporation is sought, are :

To have the right :

(a) to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements, real estate, buildings, stables and houses that may be deemed proper, situated and being in the province of Quebec, for the purpose of recreation, relaxation and athletic exercise for the body, and of improving the breed of horses and cattle.

(b) to erect, build and maintain on these properties, tracks, race courses, hippodromes, gymnasiums, for the exercising and training of athletes, bicyclists, horses, etc., and for holding contests or athletic races on feet or on bicycles ; also contests or races meetings, or other exhibitions of horses and cattle.

(c) de construire, de maintenir ou de posséder sur ces propriétés, des terrains avec auditoires, pouvant servir pour des joutes de crosse, ou tous autres amusements semblables.

(d) de louer ou affermer, en tout ou en partie, à toute société agricole ou athlétique, club, association, compagnie, ou à tout particulier, les terrains ou les bâtisses, ou les améliorations, appartenant, détenus ou possédés par la compagnie.

(e) de faire valablement des contrats, ou arrangements avec des compagnies de chemin de fer ou autres, pour le transport des personnes, chevaux, animaux, voitures, colis, etc., qui seront dirigés sur les terrains de cette compagnie, ou en seront ramenés.

(f) d'emprunter sur bons, ou autrement, d'hypothéquer, aliéner, ou autrement, disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

(g) d'exercer tous les pouvoirs conférés par la Loi Corporative des compagnies à fonds social et amendements.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

5o Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante (250), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6o Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Maxime St-Jean, commerçant ; James Meldrum, marchand ; Daniel Donnelly, marchand ; Albert Pierre Pigeon, imprimeur ; Andrew Shearer, manufacturier, tous de la cité et du district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents au Canada, et sujets de Sa Majesté.

ST-JEAN & DECARY.

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 août 1899. 3123

AVIS.

LA CAISSE GÉNÉRALE.

Montréal, 18 septembre 1899.

A la première assemblée générale des actionnaires de la Caisse Générale dûment convoquée tenue dans les salles de la Chambre de Commerce du district de Montréal, à Montréal, le 28 du mois d'août 1899, ont été choisis et nommés directeurs, MM. A. N. Rivet, médecin ; Louis N. Dupuis, gentilhomme ; Pierre Arsène Beaudoin, N. P. ; J. R. Savignac, comptable ; Joseph Fortier, marchand ; Henri Roy, comptable, et Oscar G. Lemoine, inspecteur d'assurance, fondateur de la Caisse Générale.

Les directeurs se réunirent de suite et élurent comme leur président, Louis N. Dupuis ; vice-président, J. R. Savignac, et gérant-général, Oscar G. Lemoine.

3273

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA

Une séance spéciale de la Cour de l'Echiquier du Canada, pour l'instruction de causes, etc., aura lieu au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant, mardi, le 17e jour d'octobre, A. D., 1899, à 11 heures de l'avant-midi.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,  
Régistrare,  
Cour de l'Echiquier.

3269

(c) to lay out and maintain or possess on these properties, grounds with stands to serve for lacrosse games or other like amusements.

(d) to let or lease, wholly or partly, to any agricultural or athletic society, club, association, company or to any individual or individuals, the grounds, or the buildings, or the improvements belonging, held or possessed by the company.

(e) to validly make contracts or arrangements with railways or other companies, respecting the conveyance of passengers, horses, cattle, carriages and all freight, to and from the grounds of the said company.

(f) to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate, or otherwise dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

(g) to exercise all the powers given by the Joint Stock Companies' Act, and amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

5. The number of shares will be two hundred and fifty (250) of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names, professions and residences of applicants, are as follows : Maxime St-Jean, trader ; James Meldrum, merchant ; Daniel Donnelly, merchant ; Albert Pierre Pigeon, printer ; Andrew Shearer, manufacturer ; all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company. All are residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

ST-JEAN & DECARY.

Solicitors for applicants.

Montreal, August 30th, 1899. 3124.

NOTICE.

LA CAISSE GÉNÉRALE.

Montreal, 18th September, 1899.

At the first general meeting of the shareholders of "La Caisse Générale" duly called and held in the rooms of "La Chambre de Commerce" of the district of Montreal, at the city of Montreal, on the 28th day of August, 1899, Messrs. A. N. Rivet, physician ; Louis N. Dupuis, gentleman ; Pierre Arsène Beaudoin, notary ; J. R. Savignac, accountant ; Joseph Fortier, merchant ; Henri Roy, accountant ; Oscar G. Lemoine, insurance inspector and founder of "La Caisse Générale", were duly appointed and named directors of the said company.

Immediately after the directors held a meeting, and Messrs. Louis N. Dupuis was elected president ; J. R. Savignac, vice-president, and Oscar G. Lemoine, general manager of the said company.

3274

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

A special sitting of the Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 17th day of October, A. D., 1899, at the hour of 11 o'clock in the forenoon.

By order,

L. A. AUDETTE,  
Registrar,  
Exchequer court.

3270

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie commencera à émaner des polices le vingt-cinq courant, pour cinq années.

ODILON VILLENEUVE,  
Secrétaire-trésorier.

Lachenaie, 18 septembre 1899. 3285

## PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE CHARLEVOIX, PREMIÈRE DIVISION.

Avis public est par les présentes donné par G. A. Kane, secrétaire-trésorier, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'approuver, en date du 19 avril dernier, la résolution suivante adoptée par le conseil municipal susdit, annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Siméon, toute cette partie du canton Callière, comme suit, savoir : au nord-ouest par les terres de la Couronne, au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est par la ligne de division entre les comtés de Charlevoix et Saguenay, et au sud-ouest par la ligne qui sépare les lots Nos. 12 des lots Nos. 13, dans les rangs arpentés et par le prolongement de cette même ligne jusqu'à la limite nord-ouest du dit canton.

G. A. KANE,  
S. T.

Bureau du conseil, village de la Malbaie, ce 19<sup>e</sup> jour de septembre 1899. 3281

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2048.

Dame Onésime Beauchemin, de la ville de Mauville, dans l'état du Rhode Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, actuellement dans la cité de Montréal, épouse commune en biens de Nicholas Choquette, dans la cité et du district de Montréal,  
Demanderesse ;

vs

Nicholas Choquette, de la cité et du district de Montréal,  
Défendeur ;

et

Pierre Lamoureux, *et al.*, Tiers-saisis.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 18 mai 1899.

EMARD, MARECHAL &  
TASCHEREAU,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 septembre 1899. 3271

Province de Québec, }  
District de Montmagny. }  
No 261.

Dame Amanda Bernier, épouse commune en biens de Alphonse Bernier, marchand, du Cap Saint-Ignace, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Bernier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

ALPHONSE BERNIER,  
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 20 septembre 1899. 3321.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 824.

Dame Marie Louise Brulé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Bisson, boucher, du même lieu, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

TANCREDE PAGNUELO,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 28 août 1899. 3091-4

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Charles de Lachenaie will commence to issue policies on the twenty-fifth instant, for five years.

ODILON VILLENEUVE,  
Secretary treasurer.

Lachenaie, 18th September, 1899. 3286

## PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHARLEVOIX, FIRST DIVISION.

Public notice is hereby given by G. A. Kane, secretary-treasurer, that His Honor the lieutenant governor has been pleased to approve, on the 19th of April last, the following resolution passed by the said municipal council, annexing to the municipality of the parish of Saint Simeon, all that part of the township Callière, as follows, to wit : on the north west by the Crown lands, on the south east by the river Saint Lawrence, on the north east by the division line between the counties of Charlevoix and Saguenay, and on the south west by the line which separates lots Nos. 12 from lots Nos. 13, in the surveyed ranges and by the prolongation of this same line to the north west limit of the said township.

G. A. KANE,  
S. T.

Office of the council, village of Malbaie, this 19th day of September, 1899. 3282

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2048.

Dame Onésime Beauchemin, of the town of Mauville, in the state of Rhode Island, one of the United States of America, presently in the city of Montreal, wife common as to property of Nicholas Choquette, of the city and district of Montreal,  
Plaintiff ;

vs.

Nicholas Choquette, of the city and district of Montreal,  
Defendant ;

and

Pierre Lamoureux *et al.*, Tiers-saisis.

An action in separation from bed and board and as to property has been instituted by plaintiff, against defendant on the 18th of May, 1899.

EMARD, MARECHAL &  
TASCHEREAU,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th september, 1899. 3272

Province of Quebec, }  
District of Montmagny. }  
No. 261.

Dame Amanda Bernier, wife common as to property of Alphonse Bernier, merchant, of Cap Saint Ignace, duly authorized to " ester en justice ",  
Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Bernier, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by the plaintiff.

ALPHONSE BERNIER,  
Attorney for plaintiff.

Montmagny, 20th September, 1899. 3122.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 824.

Dame Marie Louise Brulé, wife common as to property of Joseph Bisson, butcher, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted and action for separation of property against her said husband.

TANCREDE PAGNUELO,  
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 28th August, 1899. 3092

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 239.

Dame Henriette Vézina, de la paroisse de Saint-Raymond Nonnat, comté de Portneuf, épouse commune en biens de Cléophas Bernier, marchand, du même lieu, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Cléophas Bernier, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause par la demanderesse.

L. OMER BEAUBIEN,  
Procureur de la demanderesse.

Québec, 12 septembre 1899. 3231-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No. 269.

Dame Marie Etide Caillé, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Richard Pagé, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Samuel Richard Pagé, Défendeur.  
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, Samuel Richard Pagé.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.

Montreal, 25 août 1899. 3169.

## AVIS.

Marie Malvina Charette, de la paroisse de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, a institué, ce jour, en cour supérieure, dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Paul Gélinas, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,  
Avocats de la demanderesse.

Trois-Rivières, 28 août 1899. 3089-4

## AVIS.

Dame Rose Derina Rivet, de la ville de Nicolet, a institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Philippe Herménégilde Bourk, marbrier, du même lieu, pendante devant la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, sous le No 383.

L. P. GUILLET,  
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 18 août 1899. 3077-4

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No 560.

Dame Delphine Gauthier, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Edmond Parent, manufacturier, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Edmond Parent, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, ce jour.

FORTIN & LAURENDEAU,  
Avocats de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 5 août 1899. 3085-4

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
No 541.

Dame Helen T. Stewart, Demanderesse ;

vs.

David A. Cairns, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée dans cette cause.

SETH P. LEET,  
Pro de la demanderesse.

Beauharnois, 31 août 1899. 3141-

Province of Quebec, }  
District of Quebec; } *Superior Court.*  
No. 239.

Dame Henriette Vézina, of the parish of Saint Raymond Nonnat, county of Portneuf, wife common as to property of Cléophas Bernier, merchant, of the same place, judiciary authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Cléophas Bernier, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff.

L. OMER BEAUBIEN,  
Attorney for plaintiff.

Quebec, 12th September, 1899. 3232

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 269.

Dame Marie Etide Caillé, of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, wife commune en biens of Samuel Richard Pagé, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Samuel Richard Pagé, Defendant.  
The plaintiff has, this day, taken an action as to property against his said husband, Samuel Richard Pagé.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 25th August, 1899. 3170.

## NOTICE.

Marie Malvina Charette, of the parish of Saint Barnabé, district of Three Rivers, has instituted, this day, in superior court of said district, an action in separation as to property against her husband, Paul Gélinas, marchand, of the same place.

GRENIER & TESSIER,  
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 28th August, 1899. 3090

## NOTICE.

Dame Rose Derina Rivet, of the town of Nicolet, has instituted an action for separation of property against her husband, Louis Philippe Herménégilde Bourk, marble-cutter, of the same place, before the superior court for the district of Three Rivers, under No 383.

L. P. GUILLET,  
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 18th August, 1899. 3078

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 560.

Dame Delphine Gauthier, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, wife common as to property of Edmond Parent, manufacturer, of the same place, Plaintiff ;

vs.

Edmond Parent, of the same place, Defendant.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

FORTIN & LAURENDEAU,  
Attorneys for the plaintiff.

Sainte Scholastique, 5th August, 1899. 3086

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
No. 541.

Dame Helen T. Stewart, Plaintiff ;

vs.

David A. Cairns, Defendant.  
An action in séparation de corps et de biens has been instituted in this case.

SETH P. LEET,  
Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 31st August, 1899. 3142

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Robert Lewis, Demandeur ;

et  
 Isaac Lewis, ci-devant de la ville de Westmount,  
 dans le district de Montréal, maintenant de  
 lieux inconnus, Failli.

Avis est par le présent donné que, je, Henry  
 Upton, de la cité de Montréal, comptable, par  
 jugement de l'agissant honorable juge en chef, sir  
 M. M. Tait, ait été nommé curateur aux biens du  
 dit Isaac Lewis, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit Isaac Lewis sont par le  
 présent notifiés de produire leurs réclamations  
 devant moi sous trente jours.

HENRY UPTON,  
 Curateur.

No 22, rue Saint-Jean, Montréal.

3265

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 In re W. Baril, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 19e jour de septembre  
 1899, par un ordre de la cour, nous avons été nommés  
 curateurs conjoints à la succession du sus-nommé,  
 qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et  
 effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre  
 bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 23 septembre 1899.

3289

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
 Robert Duguay, (J. N. Duguay & Cie.) Labaie,  
 Failli.

Avis est par le présent donné que le quatorzième  
 jour de septembre 1899, nous avons, par décision  
 de la cour supérieure, été nommés curateurs aux  
 biens du dit failli.

Les réclamations devront être produites à nos bu-  
 reaux dans un délai de trente jours à compter de  
 la date du présent avis.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Gagnon & Caron,  
 Comptables et Curateurs.  
 41, Bâtisse des Tramways.  
 Montréal, 19 septembre 1899.

3287

Province de Québec, }  
 District de Richelieu, } *Cour Supérieure.*  
 No 4249. }  
 Henry Saxe *et al.*, Demandeurs ;

vs. Défendeurs.

Télesphore Mongeon,  
 Avis est donné que le 18ième jour de septembre  
 1899, les soussignés ont été nommés, par une ordon-  
 nance de la cour, curateurs conjoints aux biens du  
 dit défendeur, qui a fait cession de ses biens pour le  
 bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent  
 être produites entre nos mains dans les trente jours  
 de cet avis.

J. O. DUPUIS,  
 J. N. CHEVRIER,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Dupuis & Chevrier, comptables,  
 1709, rue Notre-Dame, Montréal.  
 Montréal, 18 septembre 1899.

3291

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Robert Lewis, Plaintiff ;

and  
 Isaac Lewis, formerly of the town of Westmount,  
 in the district of Montreal, now of parts un-  
 known. Insolvent.

Notice is hereby given that I, Henry Upton, of  
 the city of Montreal, accountant, was by judgment  
 of the Honorable acting chief justice, Sir M. M.  
 Tait, appointed curator to the property of the said  
 Isaac Lewis, the whole as by law provided.

The creditors of the said Isaac Lewis are hereby  
 notified to file their claims with me, within a delay  
 of thirty days.

HENRY UPTON,  
 Curator.

No. 22, Saint John street, Montreal.

3266

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In re W. Baril, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th day of  
 September, 1899, by order of the court, we were  
 appointed joint curators to the estate of the above  
 named, who has made a judicial abandonment of all  
 his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one  
 month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 23rd September, 1899.

3290

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 Robert Duguay (J. N. Duguay & Co.) Labaie,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that on the fourteenth  
 day of September, 1899, by order of the court, we  
 were appointed curators to the estate of the above  
 named insolvent.

Claims must be filed at our offices within thirty  
 days from the date hereof.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Joint curators.

Office of Gagnon & Caron,  
 Accountants and curators.  
 41, Street Railway Building.  
 Montreal, 19th September, 1899.

3288

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 No. 4249. }

Henry Saxe *et al.*, Plaintiffs ;

vs. Défendeur.

Télesphore Mongeon,  
 Notice is hereby given that on the 18th day of  
 September, 1899, by an order of the court, the  
 undersigned were appointed joint curators to the  
 property of said defendant, who has made a judicial  
 abandonment of his property for the benefit of his  
 creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty  
 days from this notice.

J. O. DUPUIS,  
 J. N. CHEVRIER,  
 Joint curators.

Office of Dupuis & Chevrier, accountants,  
 1709, Notre Dame street, Montreal.  
 Montreal, 18th September, 1899.

3292

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* P. Coleman & Cie., hôteliers, de la cité de  
 Montréal, Faillis ;

et  
 Alex. Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
 jusqu'au 9e jour d'octobre 1899, après laquelle date  
 les dividendes seront payables à mon bureau, No  
 1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,

Montréal, 20 septembre 1899. Curateur. 3305

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Abs lon Thouin fils, Demandeur ;

vs.  
 "Gaspard Thouin & Cie," hôteliers, de la cité de  
 Montréal, Défendeurs.  
 Avis public est par le présent donné que, par  
 ordre de la cour, le 19e jour de septembre 1899, j'ai  
 été nommé curateur aux biens des dits faillis, qui en  
 ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de  
 leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon  
 bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 20 septembre 1899. 3303

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Boisvert, Dufresne & Cie, Montreal,  
 Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et  
 sera payable à notre bureau, le ou après le 10 oc-  
 tobre 1899.

Toute contestation de tel dividende doit être  
 déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-  
 tionnée.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue St-Jacques,  
 Montréal, 23 septembre 1899. 3301

### Règle de Cour

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Kamouraska. }  
 No 2653.

Le neuvième jour de septembre mil huit cent  
 quatre-vingt-dix-neuf.  
 (En chambre.)

Présent :—L'honorable M. le juge Ernest Cimon.  
 Thadée Therriault, marchand, de la ville de Fraser-  
 ville, Demandeur ;

vs.

Joseph Marquis, du même lieu, marchand,  
 Défendeur ;

et

Alexandre Légaré et Octave Brochu, tous deux de  
 la cité de Québec, et y faisant affaires sous les  
 noms et raisons sociales de "Légaré & Brochu,"  
 Opposants afin de conserver ; Requéranrs.

Vu la requête des opposants afin de conserver,  
 les dits Légaré & Brochu, qui ont allégué la déconfi-  
 ture du défendeur ; il est ordonné que les créan-  
 ciers du dit défendeur soient requis, par un avis à  
 être publié deux fois en large française et en lan-  
 gue anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec,"  
 de produire leurs réclamations sous quinze jours de  
 la première insertion du présent avis dans la dite

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* P. Coleman & Co., hotelkeepers, of the city  
 of Montreal, Insolvents ;

and  
 Alex. Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter, and will be open to objection until  
 the 9th day of October, 1899, after which date divid-  
 ends will be payable at my office, No. 1598, Notre  
 Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,

Montreal, 20th September, 1899. Curator. 3306

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Absalon Thouin fils, Plaintiff ;

vs.  
 "Gaspard Thouin & Cie," hotelkeepers, of Mon-  
 treal, Défendants.  
 Notice is hereby given that, on the 19th day of  
 September, 1899, by order of the court, I was ap-  
 pointed curator to the estate of the said defendants,  
 who have made a judicial abandonment of all their  
 assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.

1598 and 1608, Notre Dame street.  
 Montreal, 20th September, 1899. 3304

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Boisvert, Dufresne & Co., Montreal,  
 Insolvents.

A first and final dividend has been prepared and  
 will be payable at our office, on or after 10th  
 October, 1899.

Any contestation of such dividend must be  
 deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James St.  
 Montreal, 23rd September, 1899. 3302

### Rule of Court

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Kamouraska. }  
 No. 2653.

The ninth day of September, one thousand eight  
 hundred and ninety-nine.  
 (In chambers.)

Present :—The Honorable Judge Ernest Cimon.  
 Thadée Therriault, merchant, of the town of Fra-  
 serville, Plaintiff ;

vs.

Joseph Marquis, of the same place, merchant,  
 Defendant ;

and

Alexandre Légaré and Octave Brochu, both of the  
 city of Québec, and doing business there under  
 the style and firm of "Légaré & Brochu,"  
 Opposants for payment, Petitioners.

Seeing the petition of the opposants for payment,  
 the said Légaré & Brochu, who have alleged the  
 disconfiture of the defendant ; it is ordered that the  
 creditors of the said defendant be called on, by a  
 notice to be published twice in the french language  
 and in the english language, in the " Québec Offi-  
 cial Gazette," to file their claims within fifteen days  
 from the first insertion of the present notice in the

"Gazette Officielle de Québec," avec dépens de la dite requête contre le défendeur.

Vraie copie,

3221-2

J. G. PELLETIER,  
Protonotaire C. S.

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit—Montmagny.*

Province de Québec, } **N**APOLÉON LAVOIE,  
District de Montmagny, } de la paroisse de  
No 729. } Notre-Dame de Bonsecours de l'Islet, médecin; contre GILBERT COUILLARD, de Saint-Marcel, savoir :

1° Le lot numéro trente-cinq (35), du cadastre officiel du canton Arago de l'Islet, sixième rang.

2° Le lot numéro quarante (40), du cadastre officiel, du même canton, même rang.

3° Le lot numéro quarante-neuf (49), du cadastre officiel, du même canton, même rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de l'Islet, à Saint-Jean-Port-Joly, MARDI, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 1er septembre 1899. 3109-2  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D.** BAYNE MELDRUM,  
No. 488. } de Fifeshire, dans cette partie du Royaume-Uni appelée Ecosse, et CHARLES MELDRUM, de Chechire, dans cette partie du Royaume-Uni appelée Angleterre, en leur qualité d'administrateurs des biens de feu Dame Isabella Roy, en son vivant de Edinburgh, Ecosse, Demandeurs; contre les terres et tenements de HARRY BEEMON, personnellement, et FREDERICK H. MANLEY, tous deux des cité et district de Montréal, le dernier en sa qualité de tuteur dûment nommé à Archibald Beemon, fils mineur de feu Dame Sarah Tompkins et Marion *alias* Marian Beemon, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit Harry Beemon, et en la possession de Frederick H. Manley, en sa qualité de tuteur à Archibald Beemon, les immeubles suivants, savoir :

Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, de forme irrégulière, composé des lots numéros quatre (4) et cinq (5), de la subdivision du lot numéro cent quatre-vingt-treize (193), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille deux cent trente-neuf (3239); borné en front par la rue Charron, d'un côté par la rue Liverpool, en

"Quebec Official Gazette," with costs of the said petition against defendant.

True copy,

3222

J. G. PELLETIER,  
Prothonotary S. C.

### Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—Montmagny.*

Province of Québec, } **N**APOLÉON LAVOIE,  
District of Montmagny, } of the parish of Notre  
No. 728 } Dame de Bonsecours de l'Islet, physician; against GILBERT COUILLARD, of Saint Marcel, to wit :

1° Lot number thirty-five (35), of the official cadastre of the township Arago of l'Islet, sixth range.

2° Lot number forty (40), of the official cadastre of the same township, same range.

3° Lot number forty-nine (49), of the official cadastre, of the same township, same range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of l'Islet, at Saint Jean Port Joly, on TUESDAY, the THIRD day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 1st September, 1899. 3110  
[First published, 2nd September, 1899.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **D.** BAYNE MELDRUM, of  
No. 488. } Fifeshire, in that part of the United Kingdom called Scotland, and CHARLES MELDRUM, of Chechire, in that part of the United Kingdom called England, in their qualities of trustees to the estate of the late Mrs. Isabella Roy, in her lifetime of Edinburgh, Scotland, Plaintiffs; against the lands and tenements of HARRY BEEMON, personally, and FREDERICK H. MANLEY, both of the city and district of Montreal, the latter in his quality of tutor duly appointed to Archibald Beemon, minor son of the late Dame Sarah Tompkins and Marion *alias* Marian Beemon, Defendants.

Seized as belonging to the said Harry Beemon, and in the possession of Frederick H. Manley, in his quality of tutor to Archibald Beemon, the following immovables, to wit :

A lot situate and being in Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, of irregular shape, made up of lots numbers four (4), five (5) of the subdivision of lot number one hundred and ninety-three (193), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number three thousand two hundred and thirty-nine (3239); bounded in front by Charron street, on one side by Liverpool

arrière par une ruelle en commun avec ce x y ayant droit—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 19 septembre 1899. 3279  
[Première publication, 23 septembre 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montreal.*

Montréal, à savoir : **D**AME LOUISE VENNE, No 1445. de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Alexis Boucher dit Desroches, en son vivant maçon du même lieu, tant comme légataire universelle, en usufruit que ès-qualité d'exécutrice testamentaire de son dit mari, Demanderesse ; contre les terres et tènements mentionnés et décrits dans la cédule marquée " A ", annexée au bref en cette cause, étant la propriété de ALPHONSE PALLASCIO, de la cité et du district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de Alphonse Forget, écuyer, du même lieu, employé au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et en la possession du dit curateur, les immeubles suivants, savoir :

1o Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu sous le numéro quinze (15), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro soixante et dix-neuf (No 79) ; borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, et en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit, et dans une ruelle communiquant avec la rue Cadieux—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances ;

2o Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu sous le numéro seize (No 16), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro soixante et dix-neuf (No 79) ; borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, et en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit, et dans une ruelle communiquant avec la rue Cadieux—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 20 septembre 1899. 3315.  
[Première publication, 23 septembre 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, à savoir : **O**SIAS ROCHON ET No. 2401. **A**DOLPHE ROCHON, tous deux charpentiers-menusiers, de la cité et du district de Montréal, faisant affaires ensemble en société, sous la raison sociale de "Rochon, Frères", Demandeurs ; contre les

street, in rear by a lane in common with those entitled thereto—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 19th September, 1899. 3280  
[First published, 23rd September, 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **D**AME LOUISE VENNE, No. 1445. of the city and district of Montreal, widow of the late Alexis Boucher dit Desroches, in his lifetime mason, of the same place, as well in her quality of universal usufructuary legatee as in her quality of testamentary executor to her said husband, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked " A ", annexed to the writ in this cause, being the property of ALPHONSE PALLASCIO, of the city and district of Montreal, Defendant, now in the hands of Alphonse Forget, esquire, of the same place, an employee in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal, duly appointed curator to the surrender made by the said defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in the possession of the said curator, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number fifteen (15), of the official subdivision of the official lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga, as number seventy-nine (79) ; bounded in front by City Hall Avenue, and in rear by a lane in common with the parties entitled thereto, and in a lane communicating with Cadieux street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number sixteen (16), of the official subdivision of the official lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga, as number seventy-nine (79) ; bounded in front by City Hall Avenue, and in rear by a lane in common with the parties entitled thereto and in a lane communicating with Cadieux street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy sheriff.  
Montreal, 20th September, 1899. 3316  
[First published, 23rd September, 1899.]

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **O**SIAS ROCHON AND No. 2401. **A**DOLPHE ROCHON, both carpenters-joiners, of the city and district of Montreal, doing business there together in partnership, under the style and firm of "Rochon, Frères", Plaintiffs ; against the

terres et tenements de DAME ZELICA PELLETIER, de la ville de Lachine, épouse séparée de biens de Aristide Beaugrand dit Champagne, médecin, du même lieu, et ce dernier pour autoriser et assister sa dite épouse à l'effet des présentes, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé en la ville de Lachine ; borné en front par l'avenue Phoenix, connu et désigné comme lot numéro trois cent cinquante-deux (352), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Lachine—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député-shérif.  
Montréal, 20 septembre 1899. 3319.  
[First published, 23rd September, 1899.]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Montréal, à savoir : } LOUIS JOS. A. PAPI-  
No. 3135. } L NEAU, éc., seigneur  
de Papineau, demeurant en la paroisse de Monte Bello, district d'Ottawa, Demandeur ; contre les terres et tenements de LOUIS RHEAUME, cordonnier, de la ville de Springfield, dans l'état du Massachusetts, un des États-Unis d'Amérique, et ci-devant de la province de Québec, Défendeur.

Deux emplacements sis et situés dans la ville de Maisonneuve, dans le comté d'Hoche-laga, dans le district de Montréal, connus sous les numéros soixante et dix-sept et soixante-dix-huit (77 et 78), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga (paroisse de Montréal), sous le numéro huit (8) ; bornés en front par la rue Létour-neux (ci-devant avenue Lecours)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; les susdits deux emplacements ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 20 septembre 1899. 3317.  
[1<sup>re</sup> remière publication, 23 septembre 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, à savoir : } DAME SUSANNA  
No 1115. } CORSE, épouse  
séparée de biens par contrat de mariage de Ar-thur Fisher, médecin, de la cité de Montréal, et le dit Arthur Fisher, pour autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de FRANCIS FREDERICK LAWSON, journalier, de la ville de Lachine, dis-trict de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de La-chine, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro six de la subdivision du lot numéro sept cent cinquante-quatre, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Lachine ; le dit lot de terre borné en front par la rue Park—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'OCTO-

lands and tenements of DAME ZELICA PELLETIER, of the town of Lachine, wife separated as to property of Aristide Beaugrand dit Champagne, physician, of the same place, and the latter to assist and authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant the following immoveable, to wit :

A lot of land situate in the town of La-chine ; bounded in front by Phoenix avenue, known and described as number three hun-dred and fifty-two (352), on the official plan and in the book of reference of the said town of Lachine—with the buildings thereon erect-ed.

To be sold at my office, in the city of Mon-treal, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the after-noon.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montreal, 20th September, 1899. 3320  
[First published, 23rd September, 1899.]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Montréal, à savoir : } LOUIS JOS. A. PAPI-  
No. 3135. } L NEAU, esq., seigneur of  
Papineau, residing in the parish of Monte Bello, district of Ottawa, Plaintiff ; against the lands and tenements of LOUIS RHEAU-ME, shoemaker, of the town of Springfield, in the state of Massachusetts, one of the United States of America, and formerly of the province of Quebec, Defendant.

Two lots of land situate and being in the town of Maisonneuve, in the county of Ho-che-laga, in the district of Montreal, known as numbers seventy-seven and seventy-eight (77 and 78), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga (parish of Montreal), as number eight (8) ; bounded in front by Letour-neux street (formerly Lecours avenue)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; the said two lots forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Mon-treal, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montreal, 20th September, 1899. 3318  
[First published, 23rd September, 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS

Montréal, à savoir : } DAME SUSANNA  
No 1115. } CORSE, épouse  
séparée de biens par contrat de mariage de Ar-thur Fisher, médecin, de la cité de Montréal, et le dit Arthur Fisher, pour autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de FRANCIS FREDERICK LAWSON, laborer, of the town of Lachine, district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the town of Lachine, district of Montreal, known and described as number six, of the subdivision of lot number seven hundred and fifty-four, on the official plan and in the book of reference of the cad-astre of the said town of Lachine ; said lot bounded in front by Park street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Mon-treal, on the FIFTH day of OCTOBER next,

BRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 29 août 1899. 3105  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : { DAME SUSANNA  
No 2228. { CORSE, épouse

séparée de biens par contrat de mariage de Arthur Fisher, médecin, de la cité de Montréal, et le dit Arthur Fisher pour autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOSEPH SIMPSON MITCHELL, du même lieu. Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Lachine, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent quarante-trois (143), de la subdivision du lot numéro sept cent cinquante-quatre, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Lachine ; borné en front, le dit lot de terre, par la rue Dupont—avec dépendances y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 29 août 1899. 3103  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : { DEMOI-ELLE URSULE  
No 2046. { DEROME, fille ma-

jeure et usant de ses droits, et al. de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HUBERT BISAILLON, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Laprairie, et actuellement de la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, Défendeur.

1o Une terre située dans la paroisse de Laprairie, district de Montréal—avec circonstances et dépendances ; bornée en front par le chemin de la côte Ange-Gardien, de la contenance de cinquante et un arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Laprairie, sous le numéro cent soixante-six.

2o La moitié ouest d'une autre terre—avec circonstances et dépendances, située dans la paroisse de Laprairie, district de Montréal ; la dite moitié ouest contenant vingt-deux arpents et quatre-vingt-une perches en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Laprairie, comme faisant partie du numéro officiel cent quatre-vingt-un ; bornée en front par le chemin de la côte Ange-Gardien, d'un côté, par l'autre moitié de la dite terre appartenant à Alexandre Trudeau, de l'autre côté par le numéro officiel cent quatre-vingt, appartenant aux représentants de feu Pierre Brosseau, fils de Jacques, et en arrière, par la ligne de division des paroisses de Chambly et Laprairie.

3o La moitié indivise d'une autre terre—avec circonstances et dépendances, située dans la paroisse de Laprairie, district de Montréal ; bornée en front par le chemin de la côte Ange-

at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montréal, 29th August, 1899. 3106  
[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : { DAME SUSANNA  
No. 2228. { CORSE, wife

separated as to property by marriage contract of Arthur Fisher, physician, of the city of Montreal, and the said Arthur Fisher to authorize his said wife, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH SIMPSON MITCHELL, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the town of Lachine, district of Montreal, known and described as number one hundred and forty-three (143), of the subdivision of lot number seven hundred and fifty-four, on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said town of Lachine ; bounded in front, the said lot of land by Dupont street—with dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's office, Deputy-sheriff.  
Montreal, 29th August, 1899. 3104  
[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : { MISS URSULE DEROME,  
No. 2046. { spinster, in the en-

joyment of her rights, et al. of the parish of Saint Jacques le Mineur, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of HUBERT BISAILLON, heretofore farmer, of the parish of Laprairie, and now of the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, Defendant.

1. A land situate in the parish of Laprairie, district of Montreal—with circumstances and dependencies ; bounded in front by the côte Ange-Gardien road, containing fifty-one arpents in area, more or less, without warranty of precise measurement, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Laprairie, as number one hundred and sixty-six.

2. The west half of another land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Laprairie, district of Montreal, said west half containing twenty-two arpents and eighty-one perches in area, more or less, without warranty of precise measurement, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Laprairie, as forming part of the official number one hundred and eighty-one ; bounded in front by the côte Ange-Gardien road, on one side by the other half of the said land, belonging to Alexandre Trudeau, on the other side, by the official number one hundred and eighty, belonging to the representatives of the late Pierre Brosseau, son of Jacques, and in rear, by the division line between the parishes of Chambly and Laprairie.

3. The undivided half of another land—with circumstances and dependencies, situate in the parish of Laprairie, district of Montreal ; bounded in front by the côte Ange-Gardien

Gardien, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Laprairie, sous le numéro deux cent quatre, de la contenance, la dite terre, de cent huit arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du shérif, Député-shérif.  
Montréal, 30 août 1899. 3119  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D**AME SUSANNA CORSE,  
No 1114. } épouse séparée de biens  
par contrat de mariage de Arthur Fisher, médecin,  
de la cité de Montréal, et le dit Arthur Fisher pour  
autoriser son épouse, Demanderesse; contre les  
terres et tenements de JOHN HENRY THOMAS,  
ingénieur, de la ville de Lachine, district de Mont-  
réal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Lachine, connu et désigné sous le numéro cent onze (111), de la subdivision du lot numéro sept cent cinquante-quatre, sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Lachine—avec bâtisses y érigées, contenant le dit lot de terre cinquante pieds de front par quatre vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Dupont.

Pour être vendu en mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 29 août 1899. 3107-2  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

**Ventes par le Shérif—Ottawa**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **M**AXIME MINEAU, culti-  
No 26. } vateur et contracteur, du  
township de Templeton, dit district, Demandeur; contre les terres et tenements de WILLIAM HENRY WALKER, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, avocat, Défendeur, à savoir :

Tous ces terres et tenements situés dans le canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa, connus aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, comme lots dix-neuf A (19 A), contenant cent acres, vingt-trois (23), contenant deux cents acres, vingt-quatre (24), contenant deux cents acres, tous dans le septième rang, vingt et un B (21 B), dans le huitième rang, contenant cent acres, vingt et un (21), dans le neuvième rang, contenant deux cents acres, dix-neuf B (19 B), dans le neuvième rang, contenant cent acres, dix-neuf C (19 C), dans le huitième rang, contenant quatorze acres et deux vergées, mesure anglaise, avec les eaux, pouvoir d'eau, privilèges, etc, dans et sur le dit lot dix-neuf C (19 C), dans le dit huitième rang; aussi toutes les mines, veines, couches de plombagerie ou autres minéraux et métaux quelconques, dans et sur les dits lots, aussi toutes les mines, veines, couches de plombagerie ou autres minéraux constituant les droits de mine dans et sur

road, known and described on the official plan and in the book of reference of the said parish of Laprairie, as number two hundred and four, said land containing one hundred and eight arpents in area, more or less, without warranty as to precise measurement.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the FIFTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
heriff's office, Deputy-sheriff.  
Montréal, 30th August, 1899. 3120  
[First published, 2nd September, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **D**AME SUSANNA  
No. 1114. } CORSE, wife  
separated as to property by marriage contract of Arthur Fisher, physician, of the city of Montreal, and the said Arthur Fisher to authorize his wife, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN HENRY THOMAS, engineer, of the town of Lachine, district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the town of Lachine, known and described as number one hundred and eleven (111), of the subdivision of lot number seven hundred and fifty-four, on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said town of Lachine—with the buildings thereon erected, said lot of land containing fifty feet in front by ninety-five feet in depth, english measure; bounded in front by Dupont street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 29th August, 1899. 3108  
[First published, 2nd September, 1899.]

**Sheriff's Sales—Ottawa**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **M**AXIME MINEAU, farmer  
No. 26. } and contractor, of the town-  
ship of Templeton, said district. Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM HENRY WALKER, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, barrister at law, Defendant to wit :

All and singular those certain lands and tenements situate in the township of Buckingham, in the district of Ottawa, known according to the official plan and in the book of reference of said township, as lot nineteen A (19 A), containing one hundred acres, lot twenty-three (23), containing two hundred acres, and lot twenty-four (24), containing two hundred acres, all in the seventh range, lot twenty-one B (21 B), in the eighth range, containing one hundred acres, lot twenty-one (21), in the ninth range, containing two hundred acres, lot nineteen B (19 B), in the ninth range, containing one hundred acres, lot nineteen C (19 C), in the eighth range, containing fourteen acres and two roods, english measure, with waters, waters-powers, privileges, &c., in and upon said lot nineteen C (19 C), in said eighth range, also all manner of mines, veins, beds of plumbago or other minerals or ores, whatsoever in and upon said lots, also all mines, veins,

ces certains lots connus sur les dits plan et livre de renvoi comme lots numéros vingt et un A (21 A), dans le septième rang, contenant cent acres, vingt B (20 B), dans le huitième rang, contenant cent acres, et dix-neuf B (19 B), dans le dit huitième rang, contenant cent trente-cinq acres et deux vergées, le tout plus ou moins—ensemble avec toutes les mines, manufactures, et machines pour miner, mai ons, bâtisses et circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Hull, 20 septembre 1899. 3299  
[Première publication, 23 septembre 1899.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, }  
Province de Québec, } **AUGUSTE TESSIER,**  
District de Rimouski, } Germain de la ville de Saint-Donat,  
No. 2526. } avocat, Demandeur ; contre  
**JOSEPH CYPRIEN OUELLET,** ci-devant de la paroisse de Saint-Donat, et maintenant de la paroisse de Sainte-Luce, dit district, cultivateur, Défendeur, savoir :

Une terre située au premier rang de la paroisse de Saint-Donat, contenant quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, éant le numéro cinq (5), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Donat—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A charge d'une rente annuelle, foncière et constituée de deux piastres et quarante centins, payable le onze novembre de chaque année, aux propriétaires de la seigneurie de Lepage et Thibierge.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Donat, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN, Député Shérif.  
Bureau du Shérif, Rimouski, 20 septembre 1899. 3323  
[Première publication, 23 septembre 1899.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Saint-François, à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE,** corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Québec, et ayant aussi un bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de

beds of plumbago or other ores constituting the mining rights in and to those certain lots known upon said plan and book of reference, as lots numbers twenty-one A (21 A), in the seventh range, containing one hundred acres, twenty B (20 B), in the eighth range, containing one hundred acres and nineteen B (19 B), in said eighth range, containing one hundred and thirty-five acres and two roods, all more or less—together with all mines, factories and mining machinery, houses, buildings and appurtenances thereon and thereto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, 20th September, 1899. 3299  
[First published, 23rd September, 1899.]

### Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, }  
Province of Québec, } **AUGUSTE TESSIER,**  
District of Rimouski, } Germain de la ville de Saint-Donat,  
No. 2526. } avocat, Plaintiff ; against  
**JOSEPH CYPRIEN OUELLET,** formerly of the parish of Saint Donat and now of the parish of Sainte Luce, said district farmer, Defendant, to wit :

A land situate in the first range of the parish of Saint Donat, containing four arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, being number five (5), of the official cadastre of the said parish of Saint Donat—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of a yearly constituted ground rent of two dollars and forty cents, payable on the eleventh day of November of every year, to the proprietors of the seigniorie of Lepage and Thibierge.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Donat, on the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN, Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office, Rimouski, 20th September, 1899. 3324  
[First published, 23rd September, 1899.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Saint Francis, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE,** a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Québec, and an office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **PIERRE PICOTTE,** of the city and di-

**PIERRE PICOTTE**, de la cité et du district de Montréal, comme ayant fait affaires avec Louis Ludger Picotte, du même lieu, ensemble en société à Montréal, sous le nom de "Picotte & fils", et **LOUIS PICOTTE**, aussi du même lieu, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit Pierre Picotte, l'un des dits défendeurs, à savoir :

Ce morceau de terre situé dans le canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme ce morceau de terre formant partie du lot numéro deux, dans le treizième rang du dit canton d'Ascot ; borné comme suit : au nord par le ruisseau Golconda et le droit de passage du chemin de fer Waterloo et Magog, au sud par la terre de Dame veuve Bérard et le chemin public, à l'ouest par le chemin public, et à l'est par la ligne de division entre les rangs douze et treize d'Ascot susdit, contenant quarante et un acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch d'Orford, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

**JOHN McINTOSH**,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 20 septembre 1899. 3307  
[Première publication, 23 septembre 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **ELIZABETH FURSE**  
No. 205. } **ET RACHEL FURSE,**

des cité et district de Montréal, fille majeure, demanderesse ; contre les terres et tenements de **LOUIS TURCOT**, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, défendeur. à savoir :

Ces morceaux de terre situés dans le canton de Compton, dans le district de Saint-François, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Compton, comme suit :

1o Lot numéro vingt-cinq a (No 25a), dans le dixième rang du dit canton, contenant quatre-vingt-quatorze acres en superficie, plus ou moins.

2o Lot numéro vingt-trois b (No 23b), dans le neuvième rang du dit canton, contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et amélioration faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

**JOHN McINTOSH**,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 20 septembre 1899. 3309.  
[Première publication, 23 septembre 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **THE EASTERN**  
No 221. } **TOWNSHIP'S**

**BANK**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François. Demanderesse ; contre **E. C. GATIEN** et **WILLIAM GENDRON**, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le dit district de Saint-François, Défendeurs, et Dame Marie Lumina Jutras, veuve de feu William Gendron, défendeur, et Louis Olivier, commerçant, de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et légataires universels de feu

triet of Montreal, as having carried on business with Louis Ludger Picotte, of the same place, together in partnership at Montreal, under the name of "Picotte & fils", and **LOUIS PICOTTE**, also of the same place, Defendants.

Seized as belonging to the said Pierre Picotte, one of the said defendants, to wit :

That certain piece of land situate in the township of Ascot, in the district of Saint Francis, known and distinguished as that piece of land forming part of the lot number two, in the thirteenth range of the said township of Ascot ; bounded as follows : on the north by the Golconda brook, and the right of way of the Waterloo and Magog railway, on the south by the land of Mrs. widow Bérard, and the highway, on the west by the highway, and on the east by the division line between ranges twelve and thirteen of Ascot aforesaid, and containing forty-one acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch Orford, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

**JOHN McINTOSH**,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sherbrooke, 20th September, 1899. 3308  
[First published, 23rd September, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **ELIZABETH FURSE**  
No. 205. } **AND RACHEL FURSE,**

of the city and district of Montreal, spinster of full age to contract. Plaintiffs ; against the lands and tenements of **LOUIS TURCOT** of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

Those certain pieces of land situate in the township of Compton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Compton, as follows :

1. The lot number twenty-five a (No 25a), in the tenth range of the said township, containing ninety-four acres in superficies, more or less.

2. The lot number twenty-three b (No 23b), in the ninth range of the said township, containing one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas de Compton on the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

**JOHN McINTOSH**,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sherbrooke, 20th September, 1899. 3310.  
[First published, 23rd September, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **THE EASTERN TOWN-**  
No. 221. } **SHIPS' BANK**, a body

politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis. Plaintiff ; against **E. C. GATIEN** and **WILLIAM GENDRON**, both of the city of Sherbrooke, in said district of Saint Francis. Defendants, and Dame Marie Lumina Jutras, widow of the late defendant William Gendron, and Louis Olivier, of the city of Sherbrooke, in said district, trader, in their quality of testamentary executors, residuary legatee of the late defendant William Gendron, which said defendant

William Gendron, défendeur, lequel dit défendeur William Gendron est décédé depuis le jugement rendu en cette cause.

Saisi comme appartenant à la dite dame Marie Lumina Jutras et Louis Olivier, en leur dite qualité, savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier sud de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro treize cent quarante-trois (No 1343), du plan cadastral et dans le livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la dite cité de Sherbrooke; borné en front par la rue Brooks—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 30 août, 1899. 3143-2  
[Première publication, 2 septembre 1899.]

William Gendron has departed this life since the rendering of the judgment in this cause.

Seized as belonging to the said Dame Marie Lumina Jutras and Louis Olivier, in their said quality, to wit :

A lot of land situate in the south ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and designated as being the lot number thirteen hundred and forty-three (No. 1343), on the official cadastral plan and book of reference for the south ward of the said city of Sherbrooke; bounded in front by Brooks street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the THIRD day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 30th August, 1899. 3144  
[First published, 2nd September, 1899.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THEODORE JAC-  
District des Trois-Rivières. } QUES, Deman-  
No. 491. } deur; vs. JOSÉPH

LAVALLÉE, Défendeur.

Un terrain de forme irrégulière, situé dans le second rang de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, portant les numéros cent quatre-vingt-treize (193) et cent quatre-vingt-quatorze (194), du cadastre de cette paroisse pour le comté de Nicolet, comprenant environ vingt-huit arpents en superficie—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 20 septembre 1899. 3311.  
[Première publication, 23 septembre 1899.]

### Avis Divers

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, comme suit :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Albionite Mining and Manufacturing Company".

2° L'objet de la dite compagnie est de faire des affaires de manufacture et de commerce en général et plus particulièrement d'acheter, vendre, louer, hypothéquer ou autrement acquérir, aliéner, mettre en opération ou faire les affaires de mines et de propriétés minières, métaux, produits minéraux ou objets manufacturés contenant des produits minéraux, et de faire toutes affaires, commerce ou opération qui peuvent être nécessaires, utiles ou en rapport à ceux, soit comme propriétaires ou agents.

3° Le principal bureau sera dans la cité de Montréal.

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

Province of Québec, } THEODORE JAC-  
District of Three Rivers. } QUES, Plaintiff; vs.  
No. 491. } JOSEPH LAVAL-  
LÉE, Defendant.

A lot of land of irregular shape, situate in the second range of the parish of Saint Pierre les Becquets, being numbers one hundred and ninety-three (193) and one hundred and ninety-four (194), of the cadastre of that parish for the county of Nicolet, comprising about twenty-eight arpents in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.  
Three Rivers, 20th September, 1899. 3312.  
[First published, 23rd September 1899.]

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that application will be made to His Honor, the lieutenant-governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the joint stock companies' incorporation act, as follows :

1. The name of the proposed company is "The Albionite Mining and Manufacturing Company."

2. The object of the said company is to carry on a general manufacturing and trading business and more particularly buy, sell, lease, mortgage or in any other way to acquire, alienate, operate or deal in mines and mining properties, minerals, mineral products or manufactures containing mineral products, and to carry on any business, trade or operation that may be necessary, useful or expedient in connection therewith, either as principals or agents.

3. Its head office shall be in the city of Montreal.

4. Le fonds social sera de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

5° Les requérants sont : Herbert W. A. Beattie, commis ; Thomas L. Brodie, agent ; George A. Forbes, courtier ; P. McConnell, agent, et Warren R. Leet, agent, tous de la cité de Montréal ; Frank N. McCrae, marchand, de South Dunham ; Chauncey Ashley, notaire, de Belleville, Ontario, et Barzel M. Strong, marchand, Evans Mills, de New-York, lesquels seront les premiers directeurs.

SE H P. LEET,  
Solliciteur des requérants.

Montréal, 20 septembre 1899. 3325

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 137.

Dame Marie Julie Martineau, épouse de Magloire Eugène Auclair, de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

ARTHUR DELISLE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 24 juillet 1899. 2845-5

4. The capital stock shall be \$200,000, in 2,000 shares of \$100 each.

5. The applicants are : Herbert W. A. Beattie, clerk ; Thomas L. Brodie, agent ; George A. Forbes, broker ; P. McConnell, agent, and Warren R. Leet, agent, all of the city of Montreal ; Frank N. McCrae, merchant, of South Dunham, Chauncey Ashley, notary, of Belleville, Ontario, and Barzel M. Strong, merchant, Evans Mills, of New York, shall also be the first directors.

SETH P. LEET,  
Solicitor for applicants.

Montreal, 20th September, 1899. 3326

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 137.

Dame Marie Julie Martineau, wife of Magloire Eugène Auclair, of Montreal, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her said husband.

ARTHUR DELISLE,  
Attorney for the plaintiff.  
Montreal, 24th July, 1899. 2846

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 147.

Earnest Albert St. Denis, de la cité de Montréal, district de Montréal, marchand, faisant affaires à Conception Station, comté de Labelle, district d'Ottawa,  
Demandeur, créancier ;

vs

William Quinn et Joseph Allard, tous deux du village de Conception Station, commerçants et manufacturiers et associés, y faisant affaires ensemble comme tels sous les nom et raison de Quinn & Allard,  
Défendeurs, faillis.

Avis est par le présent donné que les susdits faillis ont fait, ce jour, un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de cette cour.

G. H. AYLMEY BROOKE,  
Député protonotaire, cour supérieure.  
Hull, 16 septembre 1899. 3329

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 93.

Dans l'affaire de W. W. Dunlop, de Outremont, et James L. Wiseman, de Montréal, es-qualité,  
Faillis.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet a objection jusqu'au quinzième jour d'octobre 1899, après laquelle date les dividendes seront payés dans mon bureau, 73, rue Saint-François-Xavier, Montréal.

W. W. DUNLOP,  
Curateur.  
Outremont, 23 septembre 1899. 3327

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de "A la Mode", marchands, de Québec,  
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge L. B. Caron, en date du dix-neuvième jour de septembre 1899, les sous-signés ont été nommés curateurs-conjoints aux biens en cette affaire

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs-conjoints.  
Bureau : 48, rue Saint-Pierre.  
Québec, 20 septembre 1899. 3331

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 147.

Earnest Albert St. Denis, of the city of Montreal, district of Montreal, merchant, carrying on business at Conception Station, county of Labelle, district of Ottawa,  
Plaintiff, creditor ;

vs.

William Quinn and Joseph Allard, both of the village of Conception Station, traders and manufacturers and co-partners, carrying on business there together as such under the name and firm of Quinn & Allard, Defendants, insolvents.

Notice is hereby given that the above insolvents have, this day, made an assignment of their property for the benefit of their creditors at the office of the prothonotary of this court.

G. H. AYLMEY BROOKE,  
Deputy prothonotary, superior court.  
Hull, 16th September, 1899. 3330

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 93.

In the matter of W. W. Dunlop, of Outremont, and James L. Wiseman, of Montreal, es-qualité,  
Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the fifteenth day of October, 1899, after which date dividends will be paid at my office, 73, Saint François Xavier street, Montreal.

W. W. DUNLOP,  
Curator.  
Outremont, 23rd September, 1899. 3328

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
In the matter of "A la Mode", merchants, of Québec,  
Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honorable judge L. B. Caron, dated the nineteenth day of September, 1899, the undersigned have been appointed joint curators to the estate in this matter.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested under oath, within thirty days from date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.  
Office : 48, Saint Peter street.  
Québec, 20th September, 1899. 3332

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 38*

- ANNONCEURS** : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1741.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE** : — Actionnaires de la Caisse Générale, 1751.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1746 ; Conseil législatif, 1744.
- DEMANDE A LA LÉGISLATURE** — La Cie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe, 1748.
- ÉMISSION DE POLICES** : — Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, 1752.
- FAILLIS** : — A la Mode, 1764 ; Baril, 1754 ; Boisvert *et al.*, 1755 ; Coleman & Co, 1755 ; Duguay, 1754 ; Dunlop *et al.*, 1764 ; Lewis, 1754 ; Mongeon, 1754 ; Quinn *et al.*, 1764 ; Thouin & Cie, 1755.
- LETRES PATENTES, DEMANDES DE** : — Bunker Hill Gold Mining Coy, 1748 ; La Cie de savonnerie franco-canadienne, 1749 ; La Cie des champs de course de la Côte Saint-Luc, 1750 ; The Albionite Mining and Manufacturing Coy, 1763 ; The Lay Whip Coy, 1749.
- LETRES PATENTES ÉMINIS** — Montreal Dry Plate Coy, 1743 ; The French Medical Coy, 1742.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT** : — De Frs de Sales Bastien à Chs Eug. Bastien, 1744.
- NOMINATIONS** : — Cour des Commissaires : — Pontiac, 1741.
- PROCLAMATION** : — Convocation des Chambres *pro forma*, 1741.
- RÈGLE DE COUR** : — Therriault vs Marquis, 1755.
- RÉSOLUTION APPROUVÉE PAR SON HONNEUR LE LIEUTENANT GOUVERNEUR** : — Conseil municipal du comté de Charlevoix, 1ère division, 1752.
- SÉANCE SPÉCIALE** : — Cour d'Échiquier du Canada, 1751.
- SÉPARATIONS DE BIENS** : — Dmes Bernier vs Bernier, 1752 ; Brulé vs Bisson, 1752 ; Caillé vs Pagé, 1753 ; Charette vs Gélinas, 1753 ; Gauthier vs Parent, 1753 ; Martineau vs Auclair, 1764 ; Rivet vs Bourk, 1753 ; Vézina vs Bernier, 1753.
- SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS** : — Dmes Beauchemin vs Choquette, 1752 ; Stewart vs Cairns, 1753.
- TERRES DE LA COURONNE** : — Avis de cancellation, etc. : — Cantons Châpais, 1744 ; Metgermette, 1744 ; Roberval, 1744 ; Thorne, 1744 ; Watford, 1744.
- VENTES PAR LES SHERIFS** :
- MONTMAGNY** : — Lavoie vs Couillard, 1756.
- MONTREAL** : — Dlle Derome vs Bisailon, 1759 ; Dme Corse vs Lawson, 1758 ; Dme Corse vs Mitchell, 1759 ; Dme Corse vs Thomas, 1760 ; Dme Venne vs Pallascio, 1757 ; Meldrum *et al* vs Beemon *et al.*, 1756 ; Papineau vs Rhéaume, 1758 ; Rochon Frères vs Dme Pelletier, 1756.
- OTTAWA** : — Mineau vs Walker, 1760.
- RIMOUSKI** : — Tessier vs Ouellet, 1761.
- SAINTE-FRANÇOIS** : — Dme Furse vs Turcot, 1762 ; La Banque Nationale vs Picotte, 1761 ; The Eastern Township's Bank vs Gatien *et al.*, 1762.
- TROIS-RIVIÈRES** : — Jacques vs Lavallée, 1763.

QUÉBEC : — Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellence Majesté la Reine

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 38*

- ADVERTISERS** : — Notice to : — Respecting notices, &c, 1741.
- GENERAL MEETING** : — Shareholders of "la Caisse Générale", 1751.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1746 ; Legislative Council, 1744.
- APPLICATION TO THE LEGISLATURE** — The Saint Hyacinth electric Railway Coy, 1748.
- POLICES ISSUED** : — Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Saint Charles de Lachenaie, 1752.
- INSOLVENTS** : — A la Mode, 1764 ; Baril, 1754 ; Boisvert *et al.*, 1755 ; Coleman & Co, 1755 ; Duguay, 1754 ; Dunlop *et al.*, 1764 ; Lewis, 1754 ; Mongeon, 1754 ; Quinn *et al.*, 1764 ; Thouin & Cie, 1755.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** : — Bunker Hill Gold Mining Coy, 1748 ; The Franco-Canadian Soap Manufacturing Coy, 1749 ; The Côte Saint Luke driving park Coy, 1750 ; The Albionite Mining and Manufacturing Coy, 1763 ; The Lay Whip Coy, 1749.
- LETTERS PATENTS GRANTED** : — Montreal Dry Plate Coy, 1743 ; The French Medical Coy, 1742.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER** : — From Frs de Sales Bastien to Chs Eug. Bastien, 1744.
- APPOINTMENTS** : — Commissioners' Court : — Pontiac, 1741.
- PROCLAMATION** — Parliament convoked *pro forma*, 1741.
- RULE OF COURT** : — Therriault vs Marquis, 1755.
- RESOLUTION APPROVED BY HIS HONOR THE LIEUTENANT GOVERNOR** : — Municipal council of the county of Charlevoix, 1st division, 1752.
- SPECIAL SITTING** : — Exchequer Court of Canada, 1751.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** : — Dmes Bernier vs Bernier, 1752 ; Brulé vs Bisson, 1752 ; Caillé vs Pagé, 1753 ; Charette vs Gélinas, 1753 ; Gauthier vs Parent, 1753 ; Martineau vs Auclair, 1764 ; Rivet vs Bourk, 1753 ; Vézina vs Bernier, 1753.
- SEPARATIONS FROM BED AND BOARD** : — Dmes Beauchemin vs Choquette, 1752 ; Stewart vs Cairns, 1753.
- CROWN LANDS** : — Notice of cancellation, &c. : — Townshi a Châpais, 1744 ; Metgermette, 1744 ; Roberval, 1744 ; Thorne, 1744 ; Watford, 1744.
- SHERIFF'S SALES**
- MONTMAGNY** : — Lavoie vs Chouinard, 1756.
- MONTREAL** : — Dlle Derome vs Bisailon, 1759 ; Dme Corse vs Lawson, 1758 ; Dme Corse vs Mitchell, 1759 ; Dme Corse vs Thomas, 1760 ; Dme Venne vs Pallascio, 1757 ; Meldrum *et al* vs Beemon *et al.*, 1756 ; Papineau vs Rhéaume, 1758 ; Rochon Frères vs Dme Pelletier, 1757.
- OTTAWA** : — Mineau vs walker, 1760.
- RIMOUSKI** : — Tessier vs Ouellet, 1761.
- SAINTE-FRANCIS** : — Dlle Furse vs Turcot, 1762 ; La Banque Nationale vs Picotte, 1761 ; The Eastern Township's Bank vs Gatien *et al.*, 1762.
- THREE RIVERS** : — Jacques vs Lavallée, 1763.

QUÉBEC : — Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to Her Most Excellent Majesty the Queen.

